L'occupation de la Tchécoslovaquie

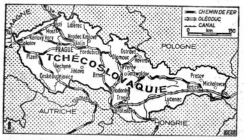
LE NOUVEAU « COUP DE PRAGUE »

L'intervention se produit à quelques jours du congrès qui devait liquider les conservateurs

Le double jeu des Soviétiques serait un reflet des divergences entre leurs dirigeants

Paris, 21 août (A. P.).

L'intervention soviétique en Tchécoslovaquie survient après plus d'un an d'hésitations à l'égard des initiatives de Prague pour créer un com-



munisme plus souple et plus libéral.

Au début de l'année la Tchécoslovaquie apparaissait comme l'alliée la plus docile de l'Union soviétique. Prague était demeuré ferme au côté de Moscou lors de la répression de la révolte hongroise en 1956 et de l'intervention des chars soviétiques aux portes de Varsovie.

Pourtant, dans la période post-stalinienne, notamment pour des raisons économiques, le besoin de contact avec l'Europe occidentale se fit plus pressant afin de créer de nouveaux marchés. Ces remous, tout d'abord latents parmi l'élite tchécoslovaque, apparurent au grand jour en janvier, cette année, lorsque la jeune génération évinça M. Antonin Novotny, qui cumulait les fonctions de chef d'Etat et de premier secrétaire du parti depuis 1953.

Le parti désigna M. Alexandre Dubcek, 46 ans, qui avait été formé en Union soviétique, aux fonctions de secrétaire général du parti.

Son accession au pouvoir fut le résultat d'une longue lutte au cours de laquelle il accusa M. Novotny d'avoir mis en danger l'économie du pays en s'opposant aux réformes et en défavorisant la minorité slovaque.

Vesr le milieu de l'été, un programme de réformes sévères fut décidé. Les pouvoirs de la police secrète furent réduits, la censure abandonnée pendant quelque temps. Un nouveau présidium fut formé, composé de partisans du mouvement de libéralisation.

Varsovie

C'est alors que l'Union soviétique commença à faire preuve d'impatience. Comme d'ordinaire, le premier signe de cette humeur se traduisit par des éditoriaux parus dans la presse soviétique, qui s'en prenaient aux dirigeants tchécoslovaques et aux réformes en cours.

Afin de ramener les Tchécoslovaques sur la bonne voie, Moscou décida de procéder à une série de réunions au sommet. Celle de Varsovie constitua une mise en demeure catégorique sommant les Tchèques de mettre un terme à leur mouvement de libéralisation.

Dans le même temps, d'importantes manœuvres eurent lieu sous le couvert du pacte de Varsovie, elles servirent à envoyer, pour la première fois depuis le début de la Seconde Guerre mondiale, des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie.

Lorsque les manœuvres prirent fin, les Soviétiques retardèrent l'évacuation de leurs forces et la guerre des nerfs commença.

Tout sembla s'apaiser après deux importantes rencontres, l'une à Cierna Nad Tisou, à laquelle participèrent les dirigeants tchécoslovaques et soviétiques, l'autre à Bratislava, à laquelle tous les membres du pacte de Varsovie, sauf la Roumanie, furent invités.

Bratislava

A l'issue de la dernière conférence, une déclaration fut adoptée qui reconnaissait à Prague le droit de poursuivre son mouvement de libéralisation. De son côté, les Tchécoslovaques s'engageaient à demeurer fidèles à leur alliance avec les Soviétiques.

Pourtant, il ne s'agissait que du calme précédant la tempête. La semaine dernière, la polémique entre journaux tchécoslovaques et soviétiques reprit de plus belle, en dépit de l'appel de M. Dubcek à l'« Intelligentsia » de mettre une sourdine à ses rancœurs à l'égard de Moscou.

Mais cette dernière tentative échoua. Et, cette nuit, les troupes soviétiques, tout comme l'avait fait Hitler en 1938, ont pénétré en Tchécoslovaquie.

La prochaine étape du mouvement de libéralisation en Tchécoslovaquie devait intervenir au mois de septembre, avec l'élection d'un nouveau comité central, qui aurait donné le feu vert au mouvement de libéralisation.

M. Dubcek et les autres dirigeants tchécoslovaques avaient nettement laissé entendre que le congrès du parti, en élisant le comité central, liquiderait la vieille garde novotnienne.

Il semble que ce soit la perspective de l'élimination des conservateurs qui ait décidé les Soviétiques à agir.

Kossyguine et Brejnev ne seraient pas d'accord entre eux

Selon les observateurs, les hésitations des Soviétiques à l'égard du mouvement de libéralisation s'expliquent par des divisions au sein de la direction.

Les dirigeants soviétiques, M. Alexei Kossyguine, président du Conseil, et M. Léonid Brejnev, secrétaire général du parti, avaient effectué deux voyages séparés avant la réunion de Cierna pour tenter de résoudre la crise.

M. Kossyguine, selon certaines informations, aurait été hostile à une intervention militaire, mais favorable à une pression économique sur les dirigeants libéraux. L'Union soviétique constitue, en effet, le principal client de Prague.

Par contre, M. Brejnev aurait été partisan de la politique de fermeté recommandée par M. Walter Ulbricht, le chef du P. C. est-allemand.

M. Ulbricht et les autres « durs » du bloc soviétique auraient mis en garde les dirigeants de Moscou contre le danger de voir le mouvement faire tache d'huile.

D'autre part, les militaires soviétiques auraient craint que la nouvelle politique tchécoslovaque n'aboutisse finalement à un affaiblissement de la défense du bloc soviétique, face à l'Allemagne de l'Ouest.

L'INVASION DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE pourrait rendre encore plus difficile le retour de la paix au Vietnam

(CORRESPONDANCE NEW YORK TIMES NEWS SERVICE.)

New York, 21 août.

L'invasion de la Tchécoslovaquie par l'U. R. S. S. a modifié les données de la politique internationale et américaine.

Elle a lieu au beau milieu de la campagne électorale aux Etats-Unis pour les élections présidentielles de novembre, tout comme l'invasion de la Hongrie par l'U. R. S. S. s'était produite lors de la campagne électorale américaine de 1956, lorsque le général Eisenhower s'opposait au candidat des démocrates, M. Adlaï Stevenson.

Les Soviétiques ont marché sur Prague alors que les Américains sont paralysés au Vietnam, tout comme ils avaient marché sur Budapest, en 1956, alors que les Britanniques et les Français avaient l'affaire de Suez sur les bras.

Cette initiative de Moscou a beaucoup surpris Washington alors que les milieux autorisés de la capitale fédérale américaine étaient en train d'essayer de mettre au point de nouvelles initiatives pour aboutir à un arrangement avec l'U. R. S. S. sur l'affaire vietnamienne.

Washington s'attendait à une décision dramatique de la part de Moscou contre les réformistes de Prague, mais certainement pas à une invasion en règle entreprise par l'Armée rouge. La capitale fédérale américaine suivait de près l'intensification des attaques de la presse soviétique contre les dirigeants de Prague et M. Charles Bohlen, actuellement sous-secrétaire d'Etat et ancien ambassadeur des Etats-Unis à Moscou et à Paris, avait récemment évoqué l'éventualité d'un coup d'Etat à Prague qui serait suivi d'une intervention militaire soviétique, mais il avait écarté la possibilité d'une invasion en bonne et due forme.

En fait, le gouvernement américain, critiqué pour sa politique vietnamienne à quelques jours de l'ouverture des travaux de la convention nationale du parti démocrate, à Chicago, lundi, était en train d'examiner la possibilité de nouvelles initiatives en direction de Moscou en vue de se ménager l'aide de l'U. R. S. S. pour aboutir à un compromis sur le Vietnam lorsque les forces soviétiques ont franchi la frontière tchécoslovaque.

Le nouveau « coup de Prague » va ranimer la tension internationale

La première impression, à Washington, est que cette intervention de l'U. R. S. S. en Tchécoslovaquie, tout comme le « coup de Prague » de 1948, va accentuer les tensions Est-Ouest et diminuer les chances d'un accor entre les Etats-Unis et l'Union soviétique pour le contrôle des armements.

On pense de même à Washington que l'invasion de la Tchécoslovaquie va porter préjudice aux candidats de la paix dans la course à la Maison-Blanche, à savoir les sénateurs Eugène McCarthy et George McGovern qui ont basé leur campagne électorale sur le thème que Moscou a commencé à se montrer « raisonnable ».

La crise en Europe de l'Est, donc, est une aide inespérée pour M. Richard Nixon, le candidat des républicains qui a toujours défendu, tout au long de sa carrière politique, des positions farouchement anticommunistes.

L'impression générale qui prévaut, à Washington, est que l'U. R. S. S., inquiète de la force d'attraction exercée sur Prague par l'Allemagne de l'Ouest et les autres pays d'Europe occidentale, objet de son côté des attaques de la Chine communiste qui l'accuse de « tolérer » les tendances réformistes en Tchécoslovaquie et ailleurs de par le monde communiste, a décidé de renverser les libéraux au pouvoir à Prague.

Il y a un précédent tragique dans toute cette affaire : à la fin de la dernière guerre mondiale, les Etats-Unis étaient en train d'essayer d'aboutir à des accords avec l'U. R. S. S. pour relever le monde de ses ruines lorsque s'était produit le « coup de Prague » de 1948 : Moscou avait à l'époque imposé sa volonté au régime démocratique de Tchécoslovaquie. Peut-être beaucoup plus qu'aucun autre facteur, c'est cela qui a donné le signal de départ de ce qu'il est convenu d'appeler la guerre froide.

Ce qui inquiète aussi les milieux autorisés de Washington, en ce moment, c'est que la lutte pour le pouvoir en U. R. S. S. semble avoir été gagnée par les partisans de la ligne « dure ».

Toute la controverse en cours depuis longtemps aux Etats-Unis sur la meilleure politique à suivre au Vietnam sera affectée par les derniers développements de la situation. Ceux qui considèrent la guerre au Vietnam comme un point critique de la guerre froide, qui veulent utiliser la puissance des Etats-Unis pour remporter la victoire sur le terrain voient leurs positions renforcées. Ceux qui voulaient faire des concessions à la cause de la paix, en vue d'aboutir à un arrangement avec Moscou, voient leurs positions affaiblies.

C'est dans ce sens que les données de la politique internationale et américaine viennent d'être transformées. Les arguments avancés pour ou contre le programme électoral du parti démocrate sont dépassés. Une fois de plus en cette année pleine de surprises, le jeu politique prend une nouvelle direction imposée par les événements.

James RESTON.

© 1968 New York Times News Service and « Le Soir ».

Un journaliste américain indésirable en Tchécoslovaquie

Prague, 20 août (A.P.)

« Rude Pravo », l'organe du parti communiste tchécoslovaque, annonce que Henry Kamm, correspondant du « New York Times », a été décrété « persona non grata » et qu'il ne sera pas autorisé à revenir à Prague.

Des indices d'une intervention étaient perceptibles à l'O.N.U.

Moscou cherchait à conjurer une crise menaçant sa propre équipe dirigeante

New York, 21 août.

Il y a environ un mois, les officiels et les journalistes des pays de l'Europe de l'Est, sauf, bien sûr, ceux de l'U.R.S.S. en poste à Washington et aux Nations Unies ont informé confidentiellement un certain nombre de leurs amis occidentaux, qu'il fallait s'attendre à une intervention militaire de l'U.R.S.S., de la Pologne et de l'Allemagne de l'Est en Tchécoslovaquie. Ces informateurs disposaient de détails très amples. Ils savaient par exemple que les membres du parti communiste polonais ont été convoqués à des réunions fermées au cours desquelles l'intervention en Tchécoslovaquie a été présentée comme pratiquement décidée et comme « rendue nécessaire » pour s'opposer dans un front uni aux « revanchards de l'Allemagne occidentale ».

Des réunions semblables ont eu lieu à cette époque dans des différentes unités militaires de l'armée polonaise. Cette décision d'intervenir a été prise, selon les mêmes informateurs, au cours de la réunion de Varsovie des dirigeants de cinq pays communistes, réunion à laquelle les dirigeants tchèques ont refusé de participer. A cette réunion, MM. Gomulka et Ulbricht ont été les avocats les plus acharnés d'une intervention immédiate.

L'accord intervenu par la suite entre les dirigeants tchèques et soviétiques à Cierna a été ressenti très amèrement par les dirigeants polonais et une scène violente aurait eu lieu à Bratislava entre M. Gomulka, d'une part, et M. Brejnev et Kossyguine, de l'autre, au cours de laquelle le chef polonais aurait parlé de « conséquences graves pour tout le camp socialiste » et aurait réclamé « la coalition contre les revanchards allemands ».

Les « partisans » sont exigeants

On apprenait par la suite que les réunions des bureaux politiques à Varsovie et à Berlin-Est ont été particulièrement mouvementées. En Pologne, M. Gomulka et ses amis ont été attaqués par leurs rivaux au sein de la direction du parti constituant la faction des « partisans » dirigée par le général Moczar. Ce dernier aurait déclaré que les accords de Cierna et de Bratislava marquent « une défaite décisive pour la clique gomulkiste ». Parallèlement, M. Moczar demandait le retour à une ligne plus dure qui a été instaurée après les émeutes des étudiants de Varsovie au mois de mars et qui a été partiellement désavouée par la dernière réunion plénière du comité central du parti communiste polonais.

Mais peut-être les plus importantes ont été les informations provenant des diplomates de l'Europe de l'Est à la suite des réunions de Cierna et de Bratislava qui concernaient les réactions des milieux dirigeants du parti communiste soviétique. Les diplomates communistes étaient unanimes à estimer que Brejnev ne restera pas au pouvoir plus que six mois et que, probablement, Kossyguine partagera son sort ». Ils ajoutaient que seul « un renversement spectaculaire de la situation tchèque pourrait sauver l'actuelle direction soviétique ».

Les Etats-Unis ont promis de rester passifs

Les diplomates de l'Europe orientale ne cachaient pas également que, selon eux, l'administration américaine a fait objectivement tout ce qui était humainement possible pour convaincre les dirigeants du Kremlin que les Etats-Unis ne bougeraient pas si l'U. R. S. S. intervenait militairement en Tchécoslovaquie. Un officiel communiste a déclaré dans une conversation privée : « Des observateurs de la scène américaine savaient très bien que les Etats-Unis, étant enfoncés si profondément dans l'aventure vietnamienne, n'avaient pas les moyens matériels ni les ressources morales pour s'opposer à une intervention soviétique contre la Tchécoslovaquie. Mais les dirigeants du Kremlin ne connaissent pas l'Amérique. Ils savent qu'en 1950, les Etats-Unis, sans que personne s'y attendit, ont décidé de s'opposer à l'invasion de la Corée du Sud, et que toute cette opération, montée par Staline, dans l'espoir de chasser sans douleur les Américains du continent asiatique, est devenue une vraie catastrophe économique pour tout le bloc soviétique. Ils savent également qu'en 1962, John Kennedy a décidé subitement de risquer une guerre atomique en s'opposant à l'installation de fusées soviétiques à Cuba, et que cette initiative américaine a infligé une énorme perte de prestige à l'U. R. S. S. dans le monde entier. Pour cette raison, les dirigeants soviétiques ont longtemps hésité. Mais les Américains ont multiplié les démarches pour les convaincre qu'ils n'avaient rien à craindre de leur part. Si les Russes hésitaient encore et ont préféré négocier avec les Tchèques à Cierna, ils l'ont fait pour d'autres raisons. »

Les diplomates communistes se montraient également très déprimés à cause de l'attitude des officiels du département d'Etat qui, pendant des mois, ont refusé le moindre geste de sympathie envers le nouveau régime de Prague, y compris la moindre concession sur le terrain économique, et cela malgré la situation extrêmement difficile dans laquelle s'était trouvée l'économie tchèque à la suite des diverses mesures répressives prises par les Soviétiques. Ainsi, le département d'Etat n'a voulu entreprendre aucune initiative au sujet de l'or tchèque qui se trouve depuis la dernière guerre sous séquestre américain. De plus, pendant plusieurs mois, le département d'Etat s'est opposé à l'ouverture à New York, d'un bureau de la représentation commerciale tchèque, quoique ce bureau aurait été bien nécessaire pour permettre au nouveau régime de Prague d'augmenter ses échanges commerciaux avec les Etats-Unis. En fin de compte, cette permission a été donnée, mais il parait que jusqu'à ces derniers jours, aucune affaire commerciale entre la Tchécoslovaquie et les Etats-Unis n'a pu être conclue.

Philippe BEN.

Comment s'est déroulée l'opération

Prague, 21 août, (A. F. P.)

D'après l'ensemble des nouvelles parvenues jusqu'à présent, les forces armées soviétiques, ainsi que celles des pays signataires du Pacte de Varsovie, ont pénétré dans toutes les régions de la Tchécoslovaquie.

A 23 h, mardi soir, des troupes russes et hongroises ont occupé la ville de Kosice (en Slovaquie), à quelques kilomètres au nord de la frontière hongro-tchécoslovaque. A minuit, les frontières entre l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Hongrie étaient fermées, cependant que les communications téléphoniques entre Vienne et Prague étaient coupées. A 4 h ce matin, la ville de Karlovy-Vary (en Bohême) à quelques kilomètres à l'est de la frontière entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est était occupée par des troupes soviétiques, tandis qu'au nord de la Bohême, la ville de Trutnov, située au sud de la frontière polono-tchécoslovaque était occupée par des troupes polonaises. Au sud de Karlovy-Vary, non loin de et l'Allemagne de l'Ouest, les « troupes alliées » entouraient la ville de Pilsen et, à 5 h, le poste-frontière de « Schirning », entre la Bavière et la Tchécoslovaquie, était occupé par des chars russes.

Le long de la frontière austro-tchécoslovaque, plusieurs postes frontières étaient occupés par les troupes soviétiques, notamment, les postes de Gmund et de Berg.

Au nord de la frontière austro-tchécoslovaque, dans la ville de Brno, le comité régional et la radio de la ville étaient occupés par des troupes des pays « alliés », à 5 h, mercredi. Au même moment, les troupes soviétiques pénétraient dans la ville d'Ostrava, à peu de kilomètres au sud de la frontière polono-tchécoslovaque, au sud de la ville polonaise de Cracovie.

A Prague, les troupes soviétiques ont concentré le plus gros de leurs forces autour de trois points principaux :

— le siège du Comité central du parti communiste tchécoslovaque;
— le château de Hradcany, siège de la présidence de la République;
— le siège de la radio de Prague.

DERNIÈRES NOUVELLES

LES POURPARLERS DE PARIS

Dialogue de sourds sur le Vietnam

M. Xuan Thuy : « Arrêt inconditionnel des bombardements »

M. Harriman : « Faites d'abord un geste »

Paris, 21 août (A.P.).

Le retour à Paris de M. Le Duc Tho, conseiller spécial du chef de la délégation nord-vienamienne, M. Xuan Thuy, n'aura décidément pas suffi à dégéler les pourparlers de Paris. La dix-huitième séance, comme toutes celles qui l'ont précédée, n'aura été qu'une longue répétition des griefs réciproques sur les responsabilités de la guerre et de l'impasse dans laquelle se sont enlisées les « conversations officielles ».

Pas de changement de ton. A peine les thèses en présence étaient-elles étayées par des arguments tirés de l'actualité immédiate, c'est-à-dire du récent discours prononcé à Détroit par le président Johnson.

M. Harriman, chef de la délégation américaine, a déclaré : « La guerre du Vietnam a commencé et continue aujourd'hui parce que votre gouvernement cherche à imposer sa volonté au peuple du Sud-Vietnam par la force et la terreur ».

M. Xuan Thuy a répondu que ce sont les Américains qui sont les agresseurs et qui veulent imposer un néo-colonialisme au Vietnam.

M. Harriman : « Votre rigidité et votre inflexibilité sont la raison de l'absence de progrès ici ».

M. Xuan Thuy : « C'est la partie américaine qui a empêché les conversations de Paris de faire des progrès ».

M. Harriman a demandé une fois de plus un geste de réciprocité pour faire pendant à la décision américaine de limiter les bombardements. M. Xuan Thuy a répété sa demande d'arrêt inconditionnel des bombardements.

Selon M. Nguyen Thanh Le, le porte-parole nord-vietnamien, ces récriminations se sont poursuivies, même pendant la « pause-thé » d'une demi-heure. Les Américains qui se trouvaient à ma table, a-t-il dit, parlaient du beau temps à Paris depuis deux jours. J'ai répondu qu'il ne faisait pas beau et que le temps se détériorait depuis que le président Johnson avait insisté à Détroit sur la nécessité d'une contrepartie avant toute nouvelle initiative américaine de désescalade.

L'état de santé du général Eisenhower

Légère amélioration

Washington, 21 août (A.P.)

Les médecins, qui soignent le général Eisenhower, se sont déclarés mercredi encouragés par certains aspects de l'évolution du malade, mais ils continuent à considérer l'état général de l'ancien président comme « critique ».

Voici le texte du bulletin de santé, publié par l'hôpital :

« Le général Eisenhower a passé une nuit très confortable et son moral demeure excellent. La tendance vers une diminution du rythme des irrégularités cardiaques et des phases de spasmes rapides indiquée dans le dernier bulletin de mardi soir, s'est maintenue toute la nuit. Bien que les médecins pensent y voir un signe encourageant, ils considèrent toujours l'état du général comme critique. »

C'est la première fois depuis lundi que les médecins notent une légère amélioration.

Intensification des attaques communistes

Saigon, 21 août (A.P.).

Le Vietcong a lancé, dans la nuit de mercredi, une quinzaine d'attaques, la plupart au mortier, contre des chefs-lieux de province et de districts du delta du Mékong, ainsi que contre des terrains d'aviation.

Ces attaques ont fait quatre morts et vingt blessés du côté sud-vietnamien et cinq blessés parmi les conseillers militaires américains.

Sur le terrain de Soc Trang, neuf hélicoptères américains ont été endommagés.

Du côté civil, ces harcèlements ont fait sept morts et vingt blessés. Sept policiers ont également été blessés.

De telles actions ne sont pas rares lorsque le Vietcong manœuvre pour se mettre en place, en vue d'une opération de grande envergure.

Arrivée de généraux russes à Prague

Prague, 21 août. (A. F. P.)

Un *Tupolev 104* amenant des officiers supérieurs et des généraux soviétiques a atterri à l'aérodrome de Prague, annonce la télévision. A 10 h 30, les officiers ont pris place à bord de voitures pilotées par des soldats tchécoslovaques conduisant sous la menace des soldats soviétiques assis à leur côté, précise la télévision.

A Bratislava, les blindes soviétiques ont été entourés par la foule : sur l'un d'eux, a l'insu des soldats, quelqu'un a dessiné a la craie une croix gammee... (Telephoto)

COMME IL Y A TRENTE ANS...

C'était le 10 octobre 1938... Les Tchèques, consternés, voyaient se matérialiser les résultats de l'Accord de Munich : les troupes de l'Allemagne nazie envahissaient le pays. Trente ans plus tard les troupes de leurs propres alliés — notamment allemandes ! — répètent l'opération. (Telephoto)

LES P.C. OCCIDENTAUX EN DESACCORD

POUR LA PREMIERE FOIS, le P.C. français se désolidarise nettement de Moscou

La scission occidentale s'ajoute à la scission asiatique...

(DE NOS SERVICES PARISIENS)

Paris, 21 août.

Le parti communiste français a été le premier à réagir vigoureusement contre l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Alors que le général de Gaulle consultait encore à Colombey-les-Deux-Eglises son Premieé ministre, M. Couve de Murville, et son ministre des Affaires étrangères, M. Michel Debré, le comité central du P.C. français exprimait sa réprobation.

Pour la première fois dans l'histoire et avec une rapidité inhabituelle, le P.C. français se désolidarise nettement de l'action des dirigeants soviétiques.

Cette condamnation confirme les informations que le P.C.F. n'avait jamais démenties selon lesquelles M. Waldeck-Rochet s'était rendu le 14 juillet à Moscou pour y faire savoir qu'une intervention militaire serait publiquement blâmée par les communistes français.

De l'avis des observateurs politiques, le P.C.F. et le P.C.I. viennent de faire une option lourde de conséquences pour l'unité du mouvement communiste international. Moscou aurait réussi à ajouter, par son action en Tchécoslovaquie, la scission occidentale à la scission asiatique.

« La vérité vaincra »

Bien que modéré dans sa forme, le communiqué de la présidence de la République, après l'entretien, mercredi matin, entre de Gaulle, Couve de Murville et Michel Debré, est une condamnation implicite de l'action soviétique contre la Tchécoslovaquie.

Il est remarquable que le gouvernement français, comme l'opinion publique française, refusent de considérer les événements de Tchécoslovaquie comme un « règlement de comptes entre communistes », mais posent le problème de la violation de la souveraineté d'un Etat indépendant. De Gaulle donne ainsi le signal d'une condamnation de l'impérialisme soviétique et de la non-reconnaissance de la colonisation par Moscou des pays satellites voisins, même s'ils sont communistes.

Le communiqué de l'Elysée

La presse du soir seule commence à commenter les événements de Tchécoslovaquie et dans le *Monde*, Hubert Beuve-Mery, son directeur, qui vécut longtemps à Prague avant Munich et la Seconde Guerre mondiale, reprend pour titre de son éditorial la devise de la Tchécoslovaquie : « La vérité vaincra ».

Il écrit : « Ni la modération et la force de conviction des dirigeants de Prague, ni l'adhésion massive et joyeuse de la population, ni les mises en garde des partis communistes italien et français, justement inquiets des répercussions sur leurs propres troupes, ni enfin l'abstention des puissances occidentales, estimant avec raison que toute immixtion de leur part paraitrait légitimer l'intervention russe, n'ont suffi à empêcher l'issue que chacun redoutait dans son cœur.

» Nul doute qu'on ait longuement pesé au Kremlin le pour et le contre. Sans doute a-t-il paru finalement que le nouveau cours de la politique tchécoslovaque était d'autant plus dangereux que dans la forme il prêtait moins à critique ? Sur le fond, ne serait-ce pas le début d'une dislocation générale, la fin d'un empire si laborieusement et si durement construit ? Avec une logique toute stalinienne, l'idée a finalement prévalu que mieux valait confier à des armées d'occupation le soin de mettre un terme brutal au « printemps de Prague ».

» La France, conclut Beuve-Mery, qui, il y a cinquante ans, a parrainé la nouvelle République tchécoslovaque, qui, il y a trente ans, n'a pas su la protéger, dispose moins encore aujourd'hui de moyens d'action vraiment efficaces. Que sans rien négliger de ce qui peut dépendre d'elle, elle témoigne au moins son attachement profond au peuple tchécoslovaque, une fois de plus si durement frappé. Tôt ou tard, comme l'enseignait Thomas Masaryk à son peuple : « La vérité vaincra ».

« Des temps que l'on croyait révolu »

Dans la *Croix*, Pierre Limagne évoque l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes nazies il y a trente ans. Les Russes, écrit-il, emploient la même justification que Hitler. On a fait appel aux Russes contre les chefs en place et les Russes arrivent en libérateurs. « La Russie, écrit-il, reste la Russie avec son peuple attachant mais docile entre les mains de dirigeants souvent coupables d'ambitions excessives. Et quelque visage qu'ils se donnent, le nationalisme, la dictature, même étiquetée « du prolétariat » restent odieux.

» En 1968, poursuit la *Croix*, Moscou nous ramène de façon bouleversante à des temps que les hommes de progrès croyaient révolus. A trente années d'intervalle, Bohême, Moravie et Slovaquie font pour la troisième fois les frais d'une opération qui devrait être impossible dans la seconde moitié du XXe siècle. Impuissants, nous sentons ses habitants opprimés, proches de notre cœur. Mais, sans nous référer nous-mêmes spécialement au « sens de l'histoire », nous savons que l'on ne peut, malgré tout, remonter le cours du temps ni ramener le monde au Moyen Age. De nouveau envahie, après avoir été ruinée, la Tchécoslovaquie n'est pas morte le 21 août 1968. Elle survivra à cette épreuve comme aux précédentes ».

Paris-Presse (progaulliste) rappelle que de Gaulle, « qui accorde plus de confiance aux peuples qu'aux gouvernements, a sans cesse mené de front une diplomatie de rapprochement avec Moscou et une politique d'encouragement délibéré à la désatellisation. Il était et reste persuadé qeu le mouvement irréversible des nations vers l'indépendance l'emportera fatalement un jour sur la résistance des doctrines ou des « appareils » politiques. A plusieurs reprises, au nez et à la barbe des Russes omniprésents dans l'Est, il a invité les citoyens des démocraties populaires à extirper leur tutelle. Le brutal coup d'arrêt à l'émancipation tchèque devrait amener de Gaulle à intervenir au moins par une condamnation morale de l'action soviétique. »

Jean MONTARDAT.

Le P.C. italien exprime son « grave dissentiment »

Rome, 21 août, (A.P.)

Dans une déclaration, publiée en fin de matinée, le P.C. italien, tout en proclamant son intention de maintenir des liens étroits avec l'Union soviétique, exprime son « grave dissentiment » devant l'invasion militaire de la Tchécoslovaquie.

Le communiqué, publié au siège du P.C., en attendant le retour de Moscou du secrétaire général Luigi Longo, déclare :

« Dans les circonstances présentes, on ne peut pas comprendre comment a pu être prise la grave décision d'une intervention militaire...

C'est dans un esprit d'internationalisme prolétarien le plus convaincu et le plus ferme, et en affirmant une fois de plus les relations profondes, fraternelles et sincères qui le lient à l'Union soviétique et au parti communiste soviétique, que le parti communiste italien estime de son devoir d'exprimer immédiatement son grave dissentiment.

L'invasion de la Tchécoslovaquie est contraire aux principes d'autonomie et d'indépendance des divers Etats socialistes et menace l'unité du mouvement des travailleurs et le communisme international.

Une profonde inquiétude, ajoute le communiqué, règne au sein du mouvement des travailleurs. »

Le P.C. belge désapprouve

Le bureau politique du Parti communiste belge a publié le texte d'une lettre, adressée au comité central du P.C. soviétique, lettre dans laquelle il déclare ne pas pouvoir approuver l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie.

La lettre déclare notamment :

« Chers camarades,

Nous vous adressons cette lettre avec le souci de défendre la cause de tous les communistes, de développer le socialisme, la démocratie, l'internationalisme prolétarien et l'unité du mouvement communiste international.

Nous ne pouvons approuver l'intervention militaire qui a été déclenchée en Tchécoslovaquie. Cette position est le résultat d'une analyse de la situation basée sur les nombreuses informations qui sont actuellement en notre possession.

Nous savons fort bien que dans le cours du développement de la démocratie politique, qui s'est produit en Tchécoslovaquie depuis quelques mois, les éléments hostiles au socialisme, les ennemis des travailleurs, les agents d'officines impérialistes liées à l'O.T.A.N., ont déployé des activités dans le but d'affaiblir l'unité des pays socialistes, de porter atteinte aux conquêtes socialistes en Tchécoslovaquie, et d'y restaurer le capitalisme.

Mais la question capitale qui se posait et qui se pose encore, c'est de savoir comment prendre les mesures efficaces capables de mobiliser les forces démocratiques, d'organiser la solidarité ouvrière en Europe autour des travailleurs et des démocrates de Tchécoslovaquie...

Nous étions convaincus, après les réunions de Cierna et de Bratislava, que les pays socialistes avaient démontré leur capacité de régler leurs différends selon des règles de négociation d'un type supérieur. Nous ne comprenons pas pourquoi vous avez effectué un tel tournant, et nous souhaitons que vous donniez au mouvement ouvrier les explications convaincantes auxquelles il a droit.

Nous considérons que plus tôt vos troupes pourront être retirées du territoire tchécoslovaque, mieux cela vaudra... »

Le P.C. luxembourgeois approuve Moscou

Luxembourg, 21 août, (Belga)

Malgré l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, le parti communiste du Grand-Duché de Luxembourg reste fidèle à Moscou et se sépare ainsi nettement de la ligne suivie par la grande majorité des partis communistes des autres pays occidentaux.

L'organe du parti, le quotidien « Zeitung vum Letzeburger Volk », souligne la « solidarité des pays socialistes à l'égard de la contre-révolution et du revanchisme allemand ». L'éditorialiste met, en outre, les lecteurs en garde contre « la propagande antisoviétique qui serait lancée par les agences de presse capitalistes contre les pays du Traité de Varsovie après que ceux-ci eurent décidé de protéger le socialisme tchécoslovaque contre les réactionnaires ».

Désapprobation du P.C. anglais

Londres, 21 août, (Reuter)

Dans une déclaration, publiée mercredi soir, le parti communiste britannique déplore l'arrivée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie.

« Nous exprimons l'espoir qu'un accord se fera sur un retrait immédiat de Tchécoslovaquie des troupes des cinq pays du Pacte de Varsovie, et que les relations entre leurs gouvernements et leurs partis, d'une part, et le gouvernement et le parti tchécoslovaque de l'autre, seront rétablies sur une base normale ».

H. J. C.

Du 1er au 30 septembre

NOTRE CONCOURS DE PHOTOGRAPHIE

DU 1er AU 30 SEPTEMBRE, vous pourrez participer à notre grand concours de photographies. Cette année, un sujet imposé : *LES ANIMAUX*. Une photo sera publiée chaque jour dans LE SOIR et son auteur recevra une prime de 1.000 francs. Plus de 150 mentions spéciales.

Le reglement du concours sera publie dans Le Soir du samedi 24 août.